

Puisque que c'est le gouvernement fédéral qui parle au nom des provinces dans ses rapports avec l'OIT, il doit maintenant intervenir auprès du gouvernement de cette province pour s'assurer que cette décision est appliquée à la lettre. L'avenir des relations syndicales-patronales en Colombie-Britannique dépend maintenant de notre premier ministre et je lui demande instamment d'intervenir le plus tôt possible.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

LA POLLUTION DE LA NIAGARA

M. Joe Reid (St-Catharines): Monsieur le Président, la semaine dernière, la presse nationale a rapporté que, suivant la dernière d'une série d'études, il y a dix fois plus de dioxine dans la Niagara qu'il y a deux ans seulement. Les habitants de la région et les millions de personnes qui dépendent de la Niagara et des Grands Lacs pour leur eau potable sont inquiets et furieux. Ils demandent au gouvernement des mesures, des solutions et des crédits.

La semaine passée, le gouvernement a annoncé qu'il dépenserait plus de 100 millions de dollars à l'assainissement du bas Saint-Laurent. Tant mieux pour cette région. Le ministre de l'Environnement (M. McMillan) a dit, à Montréal, que le Saint-Laurent avait fait l'objet de bien assez d'études et que le moment était venu d'agir. Je suis d'accord. On pourrait en dire autant de la Niagara. D'innombrables études ont permis d'y déceler des niveaux de pollution inacceptables. Le gouvernement fédéral doit s'attaquer au problème avec des fonds dès maintenant.

* * *

LA SANTÉ

LE SIDA—LES SUBVENTIONS FÉDÉRALES

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le président, c'est vraiment honteux que pour obtenir que le ministre intervienne dans un dossier aussi grave que celui du SIDA, les gens soient obligés de le brûler en effigie. Enfin, les prières et les supplications de l'opposition et de milliers de nos concitoyens partout au Canada ont porté fruit. Nous comptons que le ministre va annoncer aujourd'hui une subvention de 129 millions de dollars répartis sur cinq ans, soit 48 millions pour instruire la population, 35 millions pour favoriser la recherche, 20 millions pour réaliser des projets communautaires novateurs, 10 millions pour dispenser une formation dans le domaine de la santé, et 6 millions pour participer à des activités internationales.

Cependant, je me demande pourquoi le ministre craint d'annoncer cette subvention à la Chambre. Pourquoi est-il tant désireux de le faire en douce, comme on dit? S'il n'éprouve aucune difficulté à parler aux Canadiens de problèmes médicaux liés à l'usage du tabac et de la violence conjugale, aurait-il par exemple quelque difficulté à prononcer le mot SIDA? Il devrait régler sa conduite sur celle du premier ministre de

Article 21 du Règlement

l'Ontario qui a montré la voie en s'entretenant de cette maladie redoutable avec des représentants de notre jeunesse et de nos collectivités. Il ne s'est pas caché dans un petit groupe pour faire une annonce, avec l'espoir que personne n'en entendrait parler.

Les Canadiens devraient prêter l'oreille. Nous avons besoin d'instruire la population si nous voulons enrayer le SIDA. Je félicite les groupes qui ont enfin contraint le ministre à se réveiller de sorte qu'il annoncera le programme pertinent dans 45 minutes environ.

* * *

● (1415)

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'ACCORD SUR L'AUTOMOBILE—LE SCÉNARIO POSSIBLE

M. Gordon Taylor (Bow River): Dans le cadre d'une situation hypothétique, monsieur le Président, imaginons—le Ciel nous en préserve!—que les libéraux et le NPD constituent un gouvernement légèrement majoritaire à l'issue des prochaines élections et que le premier ministre Turner envoie le ministre du Commerce Broadbent à Washington pour déchirer l'entente de libre-échange...

«Monsieur le président... euh!... ben!... mes patrons, le premier ministre Turner et Shirley Carr m'ont dit de venir déchirer l'entente commerciale». (Bruit de papier qui se déchire) «Au revoir, monsieur le président».

«Un instant». Le président prend un exemplaire de l'Accord sur l'automobile qui se trouve sur son bureau et le déchire. «Au revoir, monsieur Broadbent».

Le lendemain, la coalition libérale-socialiste est renversée.

* * *

LA BANQUE DU CANADA

LA POLITIQUE DES TAUX D'INTÉRÊTS

M. John Parry (Kenora—Rainy River): Monsieur le Président, l'appui du gouvernement en faveur de John Crow et de la Banque du Canada qui préconisent de hausser les taux d'intérêt en vue de réduire l'inflation rappelle étrangement le soutien que le gouvernement Diefenbaker avait accordé aux initiatives prises par le président de la Banque du Canada, M. James Coyne, au début des années 60.

Quel avenir se réserve le gouvernement en n'écoutant pas les nombreux appels en faveur d'une réduction des taux d'intérêt? Ces derniers ont grimpé à deux reprises depuis 15 jours.

La politique du gouvernement qui consiste à hausser les taux d'intérêt et, par conséquent, la valeur de notre devise, compromet la compétitivité d'un bon nombre de nos exportations, notamment le papier et le bois d'oeuvre. Dans le seul secteur forestier, le dollar à 81c. provoquera un manque à gagner d'environ 900 millions de dollars sur les ventes réalisées en 1988.